



**PRÉFET
DE CORSE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

**Décision d'examen au cas par cas n°017969/KK P
relative au projet de construction d'une station de traitement des eaux usées (STEU)
à filières macrophytes (roseaux) de 900 équivalents-habitants, sur le territoire de la
commune de MURATO, en application de l'article R. 122-3-1 du code de
l'environnement**

**Le préfet de Corse,
Chevalier de la légion d'honneur
Officier de l'ordre national du mérite**

- Vu** la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 modifiée, concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;
- Vu** le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3-1 ;
- Vu** le décret du Président de la République du 23 juillet 2025 portant nomination du préfet de Corse, préfet de la Corse-du-Sud – M. Eric JALON ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 12 avril 2023 nommant Monsieur Jean-François BOYER, ingénieur général des ponts, des eaux et des forêts, en qualité de directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Corse à compter du 15 mai 2023 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° R20-2025-08-27-0006 du 27 août 2025 portant délégation de signature à Monsieur Jean-François BOYER, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Corse ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° R20-2026-04-27-00001 du 27 avril 2026 portant subdélégation de signature à des agents de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Corse ;

- Vu la demande d'examen au cas par cas, préalable au projet de construction d'une station de traitement des eaux usées à filière macrophytes (roseaux) de 900 équivalents-habitants sur le territoire de la commune de MURATO, présentée le 11 mai 2026 par la commune de MURATO, représentée par son maire M. Claude FLORI ;
- Vu la demande de compléments du 20 mai 2026 formulée par le service en charge de l'instruction de cette demande ;
- Vu les compléments reçus le 21 mai 2026 ;

Considérant la nature du projet qui consiste en la réalisation d'un défrichement, sur les parcelles cadastrées A 1264, 1265 et de 1328 à 1344, sur le territoire de la commune de MURATO, en vue d'y implanter le projet de construction d'une station de traitement des eaux usées sur une surface totale estimée à 7 089 m² ;

Considérant que le projet relève de la rubrique n° 47 « *a) Défrichements soumis à autorisation au titre de l'article L. 341-3 du code forestier en vue de la reconversion des sols, portant sur une superficie totale, même fragmentée, de plus de 0,5 hectare* » du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement ;

Considérant par ailleurs que le projet vise également à la création d'un nouveau réseau d'assainissement collectif (gravitaire et de refoulement) sur un linéaire total de 1200 ml, permettant ainsi de ne plus recourir à la station d'épuration dite « du stade », non conforme depuis 2024 ;

Considérant la localisation du projet :

- En dehors de toute zone archéologique sensible ;
- En dehors de toute ZNIEFF et tout site NATURA 2000 ;
- En dehors de tout noyau de population ou d'aire de répartition de la tortue d'Hermann ;
- Au sein d'un espace stratégique agricole (ESA) du Plan d'Aménagement Durable de la Corse (PADDUC) ;

Considérant que le projet revêt un caractère d'intérêt général visant à améliorer la gestion des eaux usées et la qualité des milieux naturels ; que l'implantation retenue a fait l'objet d'une analyse technico-économique ;

Considérant que l'emprise du projet ne remet pas en cause la vocation agricole du secteur ;

Considérant que le défrichement sera réalisé hors période printanière de manière à limiter les incidences sur la faune et la flore et les risques incendie ;

Considérant que les déchets verts générés lors des opérations de déboisement et démaquisage seront broyés et évacués ;

Considérant que les obligations légales de débroussaillage seront mises en œuvre ; et que des points d'eau seront aménagés pour la défense incendie ;

Considérant que, au regard de l'ensemble des éléments fournis par le pétitionnaire et des connaissances disponibles à ce stade, le projet n'est pas susceptible d'avoir des impacts notables sur l'environnement ;

Sur proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement

DÉCIDE

Article 1^{er} – Le projet de défrichement en vue de créer une station de traitement des eaux usées (STEU) à filières macrophytes (roseaux) de 900 équivalents-habitants, sur le territoire de la commune de MURATO, faisant l'objet de la présente décision n'est pas soumis à étude d'impact, en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

Article 2 – La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3 – La présente décision est publiée sur le portail national de l'évaluation environnementale.

Article 4 – Le secrétaire général pour les affaires de Corse et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Corse sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Pour le préfet et par subdélégation du
directeur,

Anne-
Laure
BARBER
OUSSE a-
laure.barberous
se
laure.bar
berousse

Signature
numérique de
Anne-Laure
BARBEROUSSE
a-
laure.barberous
se
Date :
2026.06.16
16:49:13 +02'00'

Voies et délais de recours

— Recours administratif préalable obligatoire : à adresser à monsieur le préfet de Corse, Palais Lantivy, BP 401 - 20188 Ajaccio Cedex 1. Ce recours doit être obligatoirement introduit avant tout recours contentieux sous peine d'irrecevabilité de ce dernier. Formé dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision, il a pour effet de proroger le délai de recours contentieux.

— Recours contentieux : à adresser au Tribunal administratif de Bastia, Villa Montepiano - 20 407 BASTIA. Le Tribunal administratif de Bastia peut également être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible par le site www.telerecours.fr. Le recours contentieux peut être introduit dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours administratif préalable obligatoire.